

Transnistrie : la zone grise oubliée de l'Europe

Anna Kosova

Etudiante à Sciences Po Bordeaux, Anna Kosova est d'origine russe. Elle est passionnée par les relations internationales depuis son année de mobilité à Séoul, en Corée du Sud. Le trafic d'armes en Europe de l'Est constitue actuellement son sujet de recherche principal.

Transnistrie : la zone grise oubliée de l'Europe

La Transnistrie est un nom qui demeure aujourd'hui peu connu. Cependant cette petite région de quatre milles hectares peuplée d'environ 500 000 personnes est à l'origine d'un long conflit politique à deux heures de vol de Paris. Cet État auto-proclamé se trouve sur la rive gauche du fleuve Dniestr et fait la frontière entre la Moldavie et l'Ukraine. A son origine, une guerre courte mais sanglante qui a emporté 15 000 vies en 1992. A la clé, une indépendance factuelle mais qui n'est actuellement reconnue par aucun État tiers. Même la Russie, influence déterminante dans la région, ne légitime pas administrativement son existence, bien que la population, composée majoritairement de moldaves et d'ukrainiens, utilise le russe comme langue d'apprentissage et de communication. Le Christianisme orthodoxe est également la religion dominante du pays et les candidats à la présidentielle aiment à se dire directement influencés par les idées des partis politiques russes, dans l'espoir d'obtenir davantage de voix¹.

S'il y a 25 ans évoquer la Transnistrie en tant qu'État était un acte de provocation majeur, le sujet est aujourd'hui discutable². En effet, malgré l'absence de reconnaissance internationale, la région indépendantiste a su se doter des principaux attributs de la souveraineté. Elle possède ses fonctionnaires, son administration, son parlement, ses élus, son passeport, sa monnaie, sa police, son administration judiciaire et pénitentiaire, son armée, son université, son identité nationale, son hymne national, ses armoiries et son drapeau. Le système mis en place est à la fois inspiré des démocraties occidentales et du système politique soviétique, et ressemble fortement à celui de la Russie contemporaine. Il s'agit là d'une empreinte que personne ne cherche à cacher, les citoyens de Transnistrie bénéficiant des retraites russes, de programmes d'échanges universitaires et de bourses d'études, d'importations de gaz bon marché et de la protection armée du 14ème régiment de l'armée de la Fédération de Russie. Par ailleurs, depuis 1991, plusieurs référendums ont été organisés afin d'effectuer un rattachement de la région à la Russie. Lors du dernier en

¹ Громадське Телебачення (2016). *Мы застыли на месте*. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=LAQ253XCwDE>

² Deleu, X. (2005). *Transnistrie La Poudrière de l'Europe*. Paris: Editions Hugo et Compagnie, p.24.

date, en 2006, 97% des votants se sont exprimés en faveur d'une réunion du territoire avec celui de la Russie³.

Pourquoi alors y a-t-il conflit ? De fait, la Transnistrie reste rattachée à la Moldavie qui la considère comme une région indépendante, et n'y exerce que peu voire pas du tout de contrôle. La Russie ne cherche pas à reconnaître la région comme indépendante et pousse au contraire à une réunification pacifique des territoires de la Transnistrie et de la Moldavie sous une même Constitution. La preuve en a été le projet ambitieux porté par l'homme politique russe Dmitri Kozak en 2003. Le texte composé pouvait réunir les deux territoires sous conditions particulières pour la Transnistrie, mais le projet a pourtant échoué à recueillir l'adhésion des deux parties. L'ex-président Moldave, Vladimir Voronine, changea d'avis au dernier moment. Depuis ce projet de Constitution qui n'a jamais vu d'aboutissement, la situation stagne, ce qui est étonnant puisqu'elle est à l'origine de nombreux dangers et instabilités dans la région. Par son statut d'Etat non-reconnu qui échappe à tout contrôle de la part de la Moldavie, la Transnistrie est de fait une zone grise dont les activités demeurent floues. La situation donne naissance aux soupçons les plus élaborés, souvent basés sur de simples déductions, mais régulièrement corroborés par des preuves. La Transnistrie est montrée du doigt par de nombreuses organisations de sécurité internationale comme un carrefour majeur des trafics d'humains, d'armes et de drogues. Certains vont plus loin en accusant les industries du territoire de fabriquer des armes et de les vendre aux Etats sous embargo de l'ONU ou aux groupes terroristes. Le tristement célèbre Viktor Bout en aurait personnellement profité durant ses années fastes⁴. Ces accusations se fondent sur les informations concernant le stockage des armes de l'armée soviétique. En effet, au temps de l'URSS, à l'est de l'actuel territoire Moldave, se trouvaient des dépôts d'armements. Ceux-ci furent agrandis lors de la chute du régime soviétique suite au dépôt d'armes rapportées des bases Polonaises, Tchèques et d'Allemagne de l'Est. Ces dépôts sont aujourd'hui protégés par 1,200 à 1,500 soldats russes. L'OSCE estimait leur contenu à environ 50 000 tonnes d'armes en 1999. Suite à un accord, la Russie en aurait

3 United States mission to the OSCE. (2006). *Transnistria Referendum*. Vienna. Disponible sur :

<http://www.osce.org/pc/20003?download=true>

4 Deleu, X. (2005). *Transnistrie La Poudrière de l'Europe*. Paris: Editions Hugo et Compagnie, p.145

rapporté ou éliminé un peu plus de 22 000 tonnes entre 1999 et 2004⁵. Le transport coûtant trop cher, le flux s'est arrêté. A défaut d'informations précises sur la quantité et les conditions de stockage dans ces dépôts, l'Europe tolère un risque dont elle ignore la portée. Ce manque de transparence concernant les entrepôts qui contiendraient deux fois la puissance explosive d'Hiroshima (et seraient stockés à l'air libre selon certains témoignages) n'est malheureusement pas le seul point noir du tableau. Très peu de journalistes ou investigateurs, moldaves compris, ont réussi à pénétrer sur le territoire. La plupart reviennent avec doutes et suppositions à défaut d'informations concrètes.

A première vue la Transnistrie semble correspondre au fantasme des admirateurs des temps communistes, celui d'un pays où le temps s'est arrêté en 1991. Les mêmes cérémonies à la gloire des héros de la révolution bolchévique, nostalgie partagée des temps fameux où la région était synonyme de bon vin et d'un climat doux pour les vacanciers. Les commémorations des victimes de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre d'indépendance de 1992 sont célébrées comme durant les années 50 avec des parades militaires rythmées par les champs patriotiques des enfants. Les gens demeurent peu bavards et discrets, voir désintéressés de ce qu'il se passe au sein de l'appareil du pouvoir, pourvu que les décisions ne mènent pas vers une nouvelle guerre. Beaucoup souhaitent l'indépendance, y voient la promesse d'un futur prospère lorsque le pays pourra exporter ses produits agricoles et industriels sans passer par la Moldavie. Derrière cette façade un peu poussiéreuse, on retrouve pourtant des problèmes très terre à terre. Le chômage massif, les doubles taxes d'exports et le souci de mobilité internationale. A défaut de pouvoir en bénéficier chez eux, les jeunes rêvent de posséder des diplômes reconnus et un travail ailleurs, le plus souvent en Ukraine ou en Russie puisque la majorité d'entre eux possède également l'une de ces nationalités.

La grande majorité des reportages réalisés dans la région le sont par les chaînes de télévision russes. Si on n'hésite pas à mettre en valeur le respect et le sentiment d'attachement au grand frère russophone, on ne s'attarde pas sur les images des réelles conditions de vie. Les importations étant limitées, le déficit de produits modernes est également à l'origine de l'image obsolète que renvoie le pays. Cependant ce déficit ne concerne pas seulement les

⁵ OSCE Mission to Moldova. (2014). *Factsheet*. Chisinau, Moldova. Disponible sur :

http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2014_2019/documents/sede/dv/sede140715oscemissionmoldova_/sede140715oscemissionmoldova_en.pdf

rayons des magasins mais également le respect des droits humains en Transnistrie. Les témoignages sont rares mais ils existent dans certains rapports des associations régionales ou comités d'observation externes. Le gouvernement autoproclamé a tenté d'apaiser les tensions concernant le manque d'informations en nommant un « ombudsman » ; figure administrative désignée afin de contrôler et de faire des rapports sur, entre autres, les conditions militaires et les conditions d'emprisonnement et de torture en Transnistrie. Néanmoins on ne sait si ses témoignages, relus par le gouvernement, correspondent absolument à la réalité. Quelques prisons ont été visitées, des constats relevés et mis en page dans de beaux rapports. L'armée de Transnistrie n'a pas de légitimité, il s'agit donc de fait de groupes paramilitaires dont on observe de loin l'approvisionnement en forces au moyen d'un service militaire obligatoire. On y relève des incidents de brutalités allant parfois jusqu'à la mort de certains soldats⁶. L'étendue de ces informations reste limitée. Toute association qui cherche à informer le monde extérieur et se forme à Tiraspol se retrouve vite sous la pression de la police et se délocalise en Moldavie sans accès au territoire transnistrien.

Cette situation est politiquement insoutenable pour la Moldavie puisqu'elle constitue un frein au développement du pays. L'entrée au sein de l'Union Européenne est impensable tant que le conflit perdure. Les organisations internationales telles que les Nations Unies en partenariat avec l'Union Européenne ne sont pas restées indifférentes au problème. Plusieurs organismes ont en effet été mis en place autour de l'Etat autoproclamé afin d'en contrôler les activités jugées dangereuses. Les actions majeures concernent la limitation des trafics avec des organismes, pour exemple l'Organisation de lutte contre la dispersion des armes légères et de petit calibre (SEESAC) qui fonctionne en partenariat direct avec le European Union Border Assistance Mission to Moldova and Ukraine (EUBAM). Comme indiqué dans leurs titres, leurs actions s'adressent majoritairement au contrôle de flux. Cependant, leurs derniers rapports dénoncent des résultats partiels voir décevants par manque d'informations et de preuves.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) bénéficie de moyens supérieurs (le budget dédié à la mission en Moldavie pour 2017 s'élève à 2164000 euros) et

⁶ Idées dangereuses - source article Promo-LEX, traduit par Ursu, R. (2017). *Tiraspol veut une « armée » plus attractive*. Disponible sur : <https://ideesdangereuses.wordpress.com/les-formations-paramilitaires-en-transnistrie/>

tente de traiter le problème à partir de plusieurs aspects ; aussi bien le trafic d'armes que les droits de l'homme ou l'égalité des sexes. L'OSCE a investi une mission en Moldavie dès 1993, avec un bureau dans la capitale Chisinau et deux antennes en Transnistrie, une à Tiraspol et l'autre à Bender. L'organisme est celui qui possède le plus de données sur les activités transnistriennes mais montre des faiblesses dues à un fonctionnement complexe qui manque de dynamisme. Cela s'illustre dans le format adopté au sein des discussions entre les différents partis sur la résolution du conflit. Format appelé « 5+2 » où les 5 sont la Moldavie, la Transnistrie, l'Ukraine, la Russie et l'OSCE. Ils occupent le rôle des négociateurs. Le 2 désigne l'Union Européenne et les Etats-Unis qui sont observateurs. Longtemps mis en avant comme l'outil qui allait démêler le nœud des désaccords, il est fortement critiqué aujourd'hui aussi bien par la Transnistrie que par la Moldavie pour son incapacité à porter les décisions jusqu'au bout en donnant la priorité aux discussions multiples dont le résultat est trop souvent incomplet.

Malgré 25 ans de conflit aux portes de la l'Union européenne, la médiatisation de la question transnistrienne est quasiment nulle. Elle a sans doute été occultée par la vague médiatique qui tentait de couvrir l'ensemble des événements alarmants survenus en Europe de l'Est après la chute du régime soviétique. En dépit de l'actualité du conflit, la Transnistrie fut rapidement oubliée dès 1993. L'Union européenne reconnaît certainement l'importance des enjeux précités puisqu'elle contribue financièrement, et cela depuis le début, sous forme d'organismes de contrôle et de médiation. La situation est aujourd'hui certes pacifiée mais non résolue, or, l'immobilisme ne fait chaque jour qu'éloigner l'espoir de rendre cette région européenne transparente en termes de respect des droits humains et de sécurité. Dans nos démocraties occidentales, les politiques sont de plus en plus attentifs aux alertes de la société civile. S'informer et sensibiliser est la contribution que chacun de nous peut effectuer à son échelle. La Transnistrie mérite certainement une considération plus attentive du public européen, il en va de l'équilibre de la région mais également de notre sécurité à tous.

Bibliographie :

- Stefan Wolff. (2003) *Russian Draft Memorandum on the basic principles of the state structure of a united state in Moldova (Kozak Memorandum)*

Disponible sur : <http://www.stefanwolff.com/files/Kozak-Memorandum.pdf>

- Deleu, X. (2005). *Transnistrie La Poudrière de l'Europe*. Paris: Editions Hugo et Compagnie.

- Organisation for security and co-operation in Europe (OSCE). (2017). Disponible sur : osce.org

- South Eastern and Eastern Europe Clearinghouse for the Control of the Small Arms and Light Weapons (SEESAC). (2017). Disponible sur : seesac.org

- European Union Border Assistance Mission to Moldova and Ukraine (EUBAM). (2017). Disponible sur : eubam.org

- Fédération Internationale des Droits de l'Homme avec Promo-LEX. (2012). *Torture and Ill-Treatment in Moldova including Transnistria: shared problems, evaded responsibility*. (Transnistrie p.33). Disponible sur : https://promolex.md/wp-content/uploads/2017/06/eng_doc_1381238869.pdf

- Promo-Lex. (2017). Disponible sur : <https://promolex.md/?lang=en>

Think tank européen de gauche, EuroCité se donne pour but de contribuer au développement d'une vision et d'un programme progressistes pour l'Europe, par le biais de publications de qualité et d'évènements fédérateurs. EuroCité se veut un laboratoire du militantisme européen et un incubateur d'idées pluri-national, novateur et dynamique.
